

**POLITIQUE CADRE D'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL**

- 1) Préambule
- 2) Périmètre
- 3) Suivi de la stratégie, des performances financières et non financières, des risques, de la structure du capital, de l'impact social et environnemental et du gouvernement d'entreprise
- 4) Dialogue avec les sociétés détenues
- 5) Exercice des droits de vote et des autres droits attachés aux actions
  - Principes de la politique de vote
  - Organisation de l'exercice des droits de vote
  - Principes détaillés de la politique de vote
- 6) Coopération avec les autres actionnaires
- 7) Communication avec les parties prenantes
- 8) Prévention et la gestion des conflits d'intérêts réels ou potentiels
- 9) Compte rendu relatif à la politique d'engagement actionnarial

\*\*\*\*\*

\*\*\*

\*

## 1. Préambule

Les Sociétés de Gestion de Portefeuille (SGP) du Groupe Siparex gérant des FIA soumis à la directive AIFM ont l'obligation d'élaborer et de publier une Politique d'engagement actionnarial. Chaque année, elles publient un compte rendu de la mise en œuvre de cette politique.

La politique d'engagement actionnarial a pour objectif de décrire la manière dont les SGP du Groupe intègrent leur rôle d'actionnaire dans leur stratégie d'investissement.

La présente politique permet aux SGP du Groupe Siparex de répondre aux obligations des articles L533-22 et R533-16 du Code Monétaire et Financier.

Elle fera l'objet d'une mise à jour en tant que de besoin, en cas de modification.

## 2. Périmètre

Sont concernés par la politique d'engagement actionnarial les investissements en actions y compris pour ceux portant sur des actions non cotées.

La présente politique ne concerne que les investissements directs (ou délégués) réalisés par les sociétés de gestion du Groupe Siparex.

## 3. Suivi de la stratégie, des performances financières et non financières, des risques, de la structure du capital, de l'impact social et environnemental et du gouvernement d'entreprise

En qualité d'investisseur responsable, les sociétés de gestion du Groupe SIPAREX (« SGP ») sont particulièrement attachées à :

- répondre à leur responsabilité d'actionnaires,
- incarner une orientation patrimoniale dans la gestion de ses fonds, et ce notamment dans l'intérêts des souscripteurs,
- défendre les intérêts desdits souscripteurs des porteurs des fonds d'investissement,
- rechercher constamment la performance des investissements des fonds gérés dans une perspective de création de valeur.

Ainsi, les décisions d'investissement prises par les équipes de gestion du Groupe Siparex sont liées aux qualités de la société cible appréciées au regard de facteurs économiques et financiers, sociaux et sociétaux, environnementaux et de gouvernement d'entreprise, que sont :

- la recherche de la création de valeur sur le long terme et la maîtrise des aspects économiques et financiers,
- la mise en place et le suivi d'une gouvernance adaptée,
- les efforts pour réduire son impact environnemental et les opportunités relatives au développement durable,

- une gestion des risques.

Les sociétés de gestion du Groupe Siparex réalisent un suivi des participations et des secteurs dans lesquels elles évoluent.

Les sociétés de gestion du Groupe Siparex portent une attention particulière aux qualités des dirigeants, à la stratégie, au plan de développement, aux performances financières actuelles et à venir ainsi qu'aux risques des sociétés détenues dans les portefeuilles des fonds gérés.

Les SGP du Groupe Siparex, en particulier les responsables d'investissement, rencontrent régulièrement les participations. A cette occasion, ils recueillent des informations et des documents leur permettant d'assurer le suivi de la stratégie des entreprises, de leurs performances financières et d'appréhender leurs risques.

Les SGP du Groupe Siparex prennent en compte les critères extra-financiers notamment « ESG » (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) dans leur stratégie d'investissement, de développement et d'accompagnement des entreprises.

Une analyse « ESG » est réalisée en amont des investissements et les SGP du Groupe SIPAREX veillent à ce que des clauses dédiées soient intégrées au sein des pactes d'associés ou d'actionnaires.

Pour la recherche extra-financière et les critères RSE, la société Sigefi, les autres SGP du Groupe Siparex ainsi que les différents fonds gérés, principalement des dernières générations, ont mis en place les politiques correspondantes.

Par ailleurs, les fonds gérés par les sociétés de gestion du Groupe Siparex ont adopté, ou adoptent, une politique d'exclusion concernant les entreprises dont l'activité évolue dans les secteurs suivants :

- la fabrication ou le commerce de tabac,
- le secteur de la défense, y inclus la fabrication ou le commerce d'armes et de munitions de quelque nature que ce soit,
- l'exploitation de casinos, jeux d'argent et entreprises équivalentes,
- l'exploitation de toute activité liée à la pornographie,
- les activités préjudiciables à l'environnement (en ce inclus toute entreprise réalisant plus de dix (10) % de son chiffre d'affaires au travers d'activités liées au charbon, telles que, notamment, l'extraction du charbon ou de la production d'électricité par centrale au charbon), et
- les activités d'extraction d'énergies fossiles et de production d'électricité en utilisant des énergies fossiles.

#### **4. Dialogue avec les sociétés détenues**

Dans une démarche active d'accompagnement des entreprises et de création de valeur, les SGP du Groupe Siparex mettent en place des process de suivi et de dialogue avec les sociétés dans lesquelles les fonds gérés sont investis (conseils ou comités, droits d'information contractuel ou statutaire, ...).

Les SGP du Groupe Siparex ont une longue pratique du dialogue avec les sociétés, se traduisant ensuite par un vote en Assemblée Générale.

Ainsi, en amont des Assemblées Générales, les différentes propositions (traduites en résolutions desdites Assemblées) sont examinées lors d'un échange en conseil, en comité ou, en l'absence d'organe dédié directement avec le ou les dirigeants.

La politique de vote intègre des principes de vote en matière de gouvernance mais également sur les domaines Sociaux, Environnementaux en cohérence avec son approche d'analyse ESG.

## **5. Exercice des droits de vote et des autres droits attachés aux actions**

### 5-1. Principes gouvernant l'exercice des droits de vote et leur mode d'exercice

#### a) Principes

Les investissements réalisés par les sociétés de gestion du Groupe Siparex pour le compte des différents véhicules d'investissement gérés, résultent de la réalisation d'un processus de sélection rigoureux autour de projets communs avec le management des sociétés concernées.

Les prises de participation des fonds dans ces entreprises ont notamment été formalisées par des protocoles et pactes d'actionnaires organisant les modalités d'investissement, les relations entre actionnaires ainsi que les solutions de liquidité à moyen ou long terme.

Dans le contexte d'une évolution de l'activité conforme aux plans de développement ayant motivé l'investissement des véhicules du Groupe Siparex, les équipes de gestion en charge du suivi des participations sont le plus souvent en phase avec le management sur les résolutions qui sont soumises aux assemblées des actionnaires, s'agissant notamment de l'approbation des comptes, de l'affectation des résultats, de la nomination ou de la révocation des organes sociaux, de l'approbation des « conventions réglementées », de la désignation des contrôleurs légaux des comptes.

Il en est de même pour les émissions de titres réalisées (actions, obligations, BSA ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital), dont la mise en place constitue en général une décision faisant partie intégrante de la stratégie définie lors de l'investissement initial dans la participation concernée ou d'une évolution de stratégie post-investissement.

Notamment lors de divergences de vues entre le management des participations et les fonds représentés par les SGP, sur certaines résolutions soumises aux assemblées générales des actionnaires, ou lorsque l'évolution de l'activité n'est plus en phase avec le plan de développement ayant motivé l'investissement des fonds ou encore en l'absence de crédibilité du plan de développement de la société ou lorsque la stratégie du management de la participation diverge de l'objectif commun fixé lors de la réalisation de l'investissement, les SGP ont la faculté, dans l'intérêt des souscripteurs des fonds, de voter contre l'adoption de certaines résolutions soumises à l'assemblée pour préserver les intérêts des souscripteurs des fonds. Elles peuvent également choisir de s'abstenir.

Au niveau de la gestion des enjeux environnementaux et sociaux, ces différents thèmes sont souvent évoqués au sein du rapport de développement durable ou du rapport annuel, mais sont rarement repris dans les résolutions présentées par la société en Assemblée Générale.

En revanche, elles peuvent faire l'objet de résolutions déposées par les actionnaires, ce qui serait toutefois exceptionnel ; chaque SGP du Groupe Siparex analysera alors ces résolutions au regard des principes définis par les procédures ESG mises en place.

#### b) Mode d'exercice

Les actions composant les portefeuilles des véhicules gérés par le Groupe Siparex sont principalement des actions de sociétés françaises ou européennes (sociétés non cotées allemandes, italiennes et de la péninsule ibérique) et, pour une minorité, des actions de sociétés hors Union Européenne.

Chaque SGP exerce ses droits de vote pour le compte des véhicules qu'elle gère, et dans l'intérêt exclusif de leurs souscripteurs, dans toutes les lignes des portefeuilles, sauf impossibilité accidentelle, sous réserve des circonstances ci-après évoquées.

Un membre de l'équipe de gestion représente la SGP en participant physiquement aux assemblées générales des participations des sociétés non cotées et cotées, ou sous la forme d'un vote par correspondance, le cas échéant.

Il est à noter que plusieurs SGP du Groupe Siparex ont consenti une délégation de gestion à des sociétés de gestion tierces portant sur des actifs dans des sociétés cotées (essentiellement pour des FCPI ou des FIP). Les SGP délégantes du Groupe Siparex n'exercent ainsi pas les droits de vote relatifs à ces actions ou SICAV qui sont exercés par les sociétés de gestion délégataires, dans le respect de la politique d'engagement actionnarial des SGP du Groupe Siparex.

Chaque SGP délégante du Groupe Siparex s'assure du respect de sa politique d'engagement actionnarial par la ou les sociétés de gestion délégataires.

Au travers des différents principes édictés ci-dessus, les SGP du Groupe se sont données les moyens d'exercer les droits de vote dans toutes les lignes des portefeuilles détenues par les fonds et autres véhicules d'investissement.

Il est précisé que, en fonction de l'activité de chacune des SGP, une procédure de vote aménagée peut être mise en place afin de tenir compte des spécificités opérationnelles.

Les postulats de vote retenus par les SGP relatifs aux principales résolutions soumises aux associés ou aux actionnaires figurent en annexe de la présente procédure.

L'information des souscripteurs des fonds sur l'application de la politique d'engagement actionnarial est effectuée au moyen du rapport annuel émis par les différents fonds.

### 5-2. Organisation des sociétés de gestion du Groupe Siparex permettant l'exercice des droits de vote et analyse des résolutions

#### a) Gouvernance opérationnelle des SGP

Chaque SGP dispose d'un directoire statutairement compétent pour gérer les activités opérationnelles et notamment le suivi des entreprises en portefeuille. Ce suivi est assuré tant par les membres du Directoire que les autres membres opérationnels des équipes de gestion (Directeurs, Directeurs Adjointes et Chargés d'affaires).

Chaque membre des équipes, à l'exception des mandataires sociaux qui disposent des pouvoirs nécessaires au travers de leurs fonctions, est susceptible de bénéficier d'une délégation de pouvoirs, temporaire ou permanente, afin d'assister et de voter aux assemblées générales des entreprises en portefeuille.

b) Analyse des résolutions dont le vote est proposé et décision de vote

Préalablement à toute assemblée générale d'une entreprise figurant dans le portefeuille d'un véhicule d'investissement géré, le membre de l'équipe de gestion de la SGP en charge du suivi reçoit et analyse le projet de texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le sens du vote proposé par l'organe ayant convoqué l'assemblée.

A défaut de réception dans les délais statutaires ou légaux des textes de l'assemblée générale, l'équipe de gestion se rapproche de la participation sans délai afin de les obtenir et de disposer du temps nécessaire à l'analyse. L'équipe porte à cet égard une vigilance toute particulière à la réception des différents documents (résolutions, rapports, projet de décisions unanimes des associés le cas échéant, ...) dans les délais requis.

Au besoin et en fonction de la nature, notamment inhabituelle, des résolutions proposées au vote des actionnaires de la participation (résolutions conduisant à modifier les droits des actionnaires, contexte de restructuration de la participation, conflits avec le management ou entre les actionnaires, etc ...), l'équipe de gestion s'appuiera sur la Direction Juridique du Groupe et soumettra les points sensibles au Directoire.

La décision du sens du vote à émettre sera prise par le membre de l'équipe de gestion en charge du suivi de la ligne, sur la base des règles de vote ci-annexées, et pour les résolutions ayant soulevé une difficulté, par le Directoire.

Lorsque les droits de vote ne sont pas exercés ou si une abstention ou un vote contre est émis, la SGP doit en justifier aux porteurs de parts du fonds actionnaire de la participation dans les conditions du 5.3-a).

c) Modalités d'émission du vote en assemblée générale

Comme indiqué au I-b), un représentant de la SGP participe physiquement à chaque assemblée générale à laquelle un véhicule d'investissement géré est convoqué. Il émet ainsi en séance un vote sur les résolutions présentées aux actionnaires.

A titre exceptionnel et dans le cas où aucun représentant de la SGP ne peut assister à une assemblée générale, la SGP soit donne pouvoir à un actionnaire (co-investisseur financier ou autre selon le cas) avec indications de vote, soit vote par correspondance si une abstention ou un vote contre doit être émis sur une ou plusieurs résolutions.

De manière très exceptionnelle, et sur décision du Directoire de la SGP motivée notamment par des circonstances particulières sur le dossier, il peut être décidé de ne pas exercer le droit de vote.

Le pouvoir ou le vote par correspondance est signé par le représentant légal de la SGP ou un membre de son Directoire habilité au terme des statuts, de la loi ou d'une délégation permanente. L'équipe de gestion concernée veille à ce que le pouvoir ou le vote par correspondance soit adressé à la participation dans les délais requis par le Code de commerce ou par les statuts (usuellement rappelé sur le modèle de pouvoir ou de vote par correspondance reçu).

d) Cas particulier de l'exercice des droits de vote pour les assemblées générales des sociétés cotées

Si une participation est détenue directement par un véhicule d'investissement dans une société cotée, les différentes modalités figurant dans la présente procédure sont applicables sous réserve du respect des règles spécifiques qui seraient édictées notamment par le Code de commerce et relatives à l'enregistrement des titres et à l'obtention d'une carte d'admission préalablement aux assemblées générales et au formalisme spécifique des pouvoirs et votes par correspondance.

Dans ce cas la procédure relative à la détention d'informations privilégiées par l'équipe de gestion trouvera à s'appliquer et les collaborateurs concernés seront ainsi inscrits sur une liste d'interdiction et auront obligation de s'abstenir comme stipulé dans la procédure.

Pour les SGP qui ont délégué les investissements cotés à des sociétés de gestion déléguées, ces dernières appliquent la politique d'engagement actionnarial fournie par la SGP déléguante et qui doit être respectée par les délégués. Comme indiqué au 1-b) les sociétés de gestion déléguées font annuellement, à l'attention du déléguant, un rapport sur l'application de la politique.

5-3. Obligation d'information et suivi des votes émis par les SGP

a) Information

Conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, chaque SGP établit dans les quatre mois de la clôture de son exercice un rapport qui rend compte des conditions dans lesquelles elle a exercé les droits de vote pour les véhicules d'investissement dont elle assure la gestion.

Ce rapport précise notamment :

- le nombre de sociétés dans lesquelles la SGP a exercé ses droits de vote par rapport au nombre total de sociétés dans lesquelles elle disposait de droits de vote ;
- les cas dans lesquels la SGP a estimé ne pas pouvoir respecter les principes fixés dans sa politique d'engagement actionnarial ;
- les situations de conflits d'intérêts qu'elle a été conduite à traiter lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les véhicules d'investissement qu'elle gère.

Pour les sociétés cotées en portefeuille, ce rapport est tenu à la disposition de l'AMF. Il est par ailleurs consultable sur le site Internet du Groupe Siparex.

S'agissant de l'exercice des droits de vote attachés aux titres non cotés, chaque SGP en rend compte dans le rapport annuel des fonds adressé aux souscripteurs.

b) Suivi des votes émis par les SGP et contrôle

Tous les documents associés aux différentes assemblées générales (projet de texte des résolutions, rapport de gestion et/ou autres rapports, rapport général et rapport spécial du CAC, comptes, tous autres documents nécessaires, procès-verbal de l'assemblée générale), sont enregistrés dans le progiciel dédié par les assistantes des équipes opérationnelles ou le back/middle office de la SGP selon le cas.

Les abstentions ou les votes contre émis sont également enregistrés dans le progiciel dédié, les votes pour étant a priori la norme conformément aux dispositions de la présente procédure.

Le contrôle de 1<sup>er</sup> niveau est assuré par le responsable du suivi de la ligne en portefeuille, dont le service est chargé d'obtenir l'ensemble des documents relatifs aux assemblées générales, et le contrôle de 2<sup>ème</sup> niveau est assuré par le RCCI du Groupe Siparex qui s'assure, lors de ses interventions, du respect de la présente procédure et des règles associées par les équipes de gestion.

Un contrôle de 3<sup>ème</sup> niveau est également effectué par le prestataire externe dédié du Groupe Siparex.

Il est par ailleurs précisé que, afin de traiter d'une manière homogène entre les différentes sociétés de gestion du Groupe Siparex le suivi des différentes assemblées générales, un process unique de traitement dès la réception de la convocation jusqu'à l'exercice des droits de vote a été mis en place au moyen d'une procédure à laquelle il convient de se rapporter.

## **6. Coopération avec les autres actionnaires**

Les SGP du Groupe Siparex assurent le suivi des entreprises dans lesquelles les fonds gérés ont investi dans l'intérêt des souscripteurs desdits fonds.

Lorsqu'un fonds géré par une SGP du Groupe Siparex intervient au sein d'un pool d'actionnaires financiers, l'alignement naturel des intérêts conduit à des échanges, au sein des organes de gouvernance ou au travers de réunions spécifiques (en toute transparence et sans communication de données confidentielles).

La coopération avec les autres actionnaires se formalise au moment de la réalisation de l'investissement, par la négociation d'un pacte d'actionnaires. Ce dernier encadre les conditions dans la gestion de la société telles que la mise en œuvre d'une stratégie d'investissement ou l'exercice des droits de vote.

## **7. Communication avec les parties prenantes**

Les SGP du Groupe Siparex dans le cadre de leur suivi des entreprises dans lesquelles les fonds gérés ont investi peuvent communiquer avec des fournisseurs, clients ou cocontractants de ces entreprises afin d'obtenir une information plus complète sur la société et un point de vue différent.

Ces échanges, intervenant préalablement au vote de décisions soumise en Assemblée Générale, se font en toute transparence et sans communication de données confidentielles.

## **8. Prévention et la gestion des conflits d'intérêts réels ou potentiels**

Conformément aux dispositions réglementaires, les SGP du Groupe SIPAREX prennent toutes les mesures raisonnables pour empêcher la survenance de situation générant des conflits d'intérêts pouvant porter atteinte aux intérêts des Clients, et mettent en place un dispositif approprié en vue de leur détection, de leur surveillance, de leur maîtrise et des modalités de communication qui les entourent.

Les SGP du Groupe Siparex veillent à considérer au mieux les intérêts des souscripteurs des fonds d'investissement gérés. Dans ce cadre, elles ont mis en place des procédures de gestion des conflits d'intérêts auxquelles il convient de se rapporter en cas de situation de conflit d'intérêts potentiel ou avéré.

Par ailleurs, les dispositifs de contrôle interne et périodique s'assurent du respect des procédures de prévention et de gestion des conflits d'intérêts.

9. Compte rendu relatif à la Politique d'engagement actionnarial

Conformément à l'article R533-16 du CMF, les SGP doivent chaque année présenter un compte rendu sur la mise en œuvre de la politique d'engagement actionnarial.

Ce compte rendu est mis gratuitement à disposition du public sur le site internet du Groupe SIPAREX.

Le compte rendu comprend les informations suivantes :

- 1° Une description générale de la manière dont les droits de vote ont été exercés ;
- 2° Une explication des choix effectués sur les votes les plus importants ;
- 3° Des informations sur le recours éventuel à des services rendus par des conseillers en vote ;
- 4° L'orientation des votes exprimés durant les assemblées générales, cette information pouvant exclure les votes insignifiants en raison de leur objet ou de la taille de la participation dans la société ;

Une ou plusieurs de ces informations peuvent ne pas figurer dans le compte rendu annuel si les motifs pour lesquels elles ont été écartées y figurent.

**Annexe : Règles de vote**

- I. Résolutions usuelles lors des assemblées d'actionnaires
- II. Résolutions concernant les organes sociaux
- III. Résolutions concernant les Commissaires aux Comptes
- IV. Résolutions sur les mécanismes de défense en cas d'offre publique
- V. Résolutions concernant le gouvernement d'entreprise
- VI. Résolutions concernant la structure du capital
- VII. Résolutions sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants (variable)
- VIII. Résolutions sur les fusions et les opérations de restructuration
- IX. Résolutions sur les opérations exceptionnelles
- X. Résolutions relatives aux enjeux environnementaux et sociaux

**I. RESOLUTIONS USUELLES LORS DES ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES**

	<b>Règles de vote</b>
Approbation des comptes et quitus aux administrateurs	<b>Vote POUR</b> (i) l'approbation des comptes financiers, (ii) le rapport de gestion et (iii) le quitus donné au management et le cas échéant aux membres du Conseil d'Administration sauf (i) s'il y a des interrogations sur le travail effectué par les commissaires aux comptes, ou si le rapport des commissaires aux comptes contient des réserves ou mentionne des faits à l'attention des actionnaires, le Conseil d'Administration ou le management ou (ii) si une action judiciaire relative à sa situation comptable et financière est entreprise à l'encontre de la société.
Conventions réglementées	<b>Vote POUR</b> l'approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.  <b>Vote CONTRE</b> si les conventions réglementées sont remises en cause par un actionnaire ayant une participation significative et qui envisage d'entreprendre une action judiciaire ou si le rapport fait apparaître un dysfonctionnement ou si les conventions réglementées sont contraires aux intérêts du fonds et de ses souscripteurs et/ou aux accords entre l'investisseur et les dirigeants.
Distribution des revenus et dividendes	<b>Vote POUR</b> les propositions en ligne avec les accords pris lors de l'investissement ou la politique de dividendes envisagées à l'origine mais sans que cela n'ait été effectivement formalisée.  <b>Vote CONTRE</b> si (i) la somme distribuée paraît inhabituellement fixée sans présentation adéquate dans le rapport de gestion ou si (ii) la somme distribuée est trop importante par rapport à la capacité financière de la société.
Pouvoirs pour les formalités	<b>Vote POUR</b> sur les résolutions conférant tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale afin d'effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la loi.

**II. RESOLUTIONS CONCERNANT LES ORGANES SOCIAUX**

	<b>Règles de vote</b>
<b>Nomination / Renouvellement d'un administrateur ou d'un membre du Conseil de Surveillance ou d'un membre d'un conseil/comité de SAS</b>	<p><b>Vote POUR</b> chaque candidat, dès lors qu'il dispose des capacités suffisantes (connaissance de l'activité, membre indépendant, ...) et sous réserve, si des accords spécifiques sont prévus à l'investissement dans le pacte d'actionnaires, que ces derniers soient respectés (présentation par une catégorie d'actionnaires par exemple).</p> <p>Veiller à vérifier, si elles trouvent à s'appliquer, les règles relatives aux administrateurs indépendants, à la parité, au cumul des mandats (pour les SA), et à la détention d'une ou plusieurs actions de garantie le cas échéant.</p>
<b>Séparation des fonctions de Président et Directeur Général en société anonyme</b>	<p><b>Vote POUR</b> les résolutions proposant que les fonctions de Président et de Directeur Général ne soient pas détenues par la même personne dès lors que cela respecte les règles de gouvernance arrêtées lors de l'investissement ou que l'investisseur a été préalablement consulté sur une évolution de ces règles.</p>
<b>Durée des fonctions</b>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions limitant la durée du mandat des administrateurs (en SA) en dessous de 6 ans fixée par la loi française.</p> <p><b>Vote POUR</b> les propositions ne limitant pas la durée du mandat du Président lorsque la société est une société par actions simplifiée et que cela correspond aux accords initiaux.</p>
<b>Rémunération des mandataires sociaux</b>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions visant à approuver la rémunération des mandataires sociaux si elle est prévue dans des accords contractuels séparés ou si elle n'est pas excessive ou abusive par rapport aux pratiques de marché ou aux règles légales, réglementaires ou déontologiques qui viendraient à s'appliquer.</p>

**III. RESOLUTIONS CONCERNANT LES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

	Règles de vote
<b>Nomination des commissaires aux comptes</b>	<b>Vote POUR</b> les propositions de nomination des commissaires aux comptes sauf situation particulière identifiée par l'équipe de gestion et à justifier.
<b>Renouvellement du mandat des commissaires aux comptes</b>	<b>Vote POUR</b> les propositions de renouvellement du mandat des commissaires aux comptes sauf situation particulière identifiée par l'équipe de gestion et à justifier.

**IV. RESOLUTIONS SUR LES MECANISMES DE DEFENSE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

	Règles de vote
<b>Mécanismes anti-OPA</b>	<b>Vote CONTRE</b> toutes les propositions anti-OPA sauf si ces propositions donnent aux actionnaires l'ultime décision.
<b>Droits de vote multiples</b>	<b>Vote CONTRE</b> (i) les actions à droit de vote multiples ou (ii) les actions avec limitation de droits de vote.

**V. RESOLUTIONS CONCERNANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

	Règles de vote
<b>Modification des statuts</b>	<p><b>Vote POUR</b> les modifications de statuts si :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) les droits des actionnaires sont protégés et,</li> <li>(ii) il y a un impact négligeable ou positif sur la valeur des actions et,</li> <li>(iii) le rapport de gestion ou du Président fournit des raisons satisfaisantes pour la modification des statuts (notamment si la situation de la société l'exige) et/ou,</li> <li>(iv) la loi française impose la modification des statuts de la société.</li> </ul>
<b>Etendre les activités de la société</b>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions d'étendre les domaines d'activités de la société sauf si le nouveau domaine d'activité entraîne la société dans des domaines risqués ou interdits par les règlements des fonds ou s'il y a une perception négative de la création de valeur liée à cette diversification.</p>

**VI. RESOLUTIONS CONCERNANT LA STRUCTURE DU CAPITAL**

	Règles de vote
<b>Augmentation de capital</b>	<p><b>Vote POUR</b> les augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, dès lors qu'elles s'inscrivent dans les accords d'origine ou dans un esprit de protection de la situation de la société ou de création de valeur, et respectent les dispositions du pacte d'actionnaires.</p>

	<p><b>Vote CONTRE</b> les augmentations de capital réservées aux salariés et proposées en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 du Code du travail.</p>
<p><b>Emission de valeurs mobilières au profit d'associés</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> l'émission, dès lors qu'elle s'inscrit dans les accords d'origine ou dans un esprit de protection de la situation de la société ou de création de valeur, et respectent les dispositions du pacte d'actionnaires.</p>
<p><b>Réduction du capital</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions de diminuer le capital pour des raisons purement comptables ou les propositions de diminuer le capital en relation avec des opérations de restructuration et si la trésorerie de la société le permet, sauf situation particulière justifiée par l'équipe de gestion.</p> <p><b>Vote CONTRE</b> si les termes de la proposition sont défavorables aux actionnaires et que cette situation exceptionnelle paraît abusive ou n'est pas raisonnablement fondée.</p>
<p><b>Programmes de rachat d'actions</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions de rachat d'actions sauf (i) s'il y a eu des abus dans le passé par le management ou (ii) si le programme ne contient pas de limites concernant des rachats sélectifs.</p>
<p><b>Restructuration de dettes</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions qui facilitent la restructuration de dettes à moins qu'il n'existe des signes d'abus.</p>
<p><b>Capitalisation des réserves</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions d'augmenter les réserves de la société afin (i) d'émettre des actions supplémentaires ou (ii) d'augmenter la valeur nominale des actions.</p>

<p><b>Existence de différentes catégories d'actions</b></p>	<p><b>Vote CONTRE</b> les propositions de (i) créer ou d'augmenter certaines catégories d'actions ou (ii) de créer des actions avec de multiples droits de vote, à moins que ces propositions ne concernent les actions détenues par les fonds investis.</p> <p>Vote <b>POUR</b> les propositions voulant maintenir ou convertir la structure du capital en "une action = une voix".</p>
<p><b>Utilisation de l'autorisation accordée au CA/Président d'émettre des actions dans le cadre d'une offre publique</b></p>	<p><b>Vote CONTRE</b> les propositions du management d'émettre des actions en cas d'offre publique d'achat ou d'échange.</p>

**VII. RESOLUTIONS SUR LA REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRIGEANTS**

Règles de vote	
<p><b>Plan de "stock option" / modification du plan / attributions de BSA ou de tout autre mécanisme d'intéressement pour le management</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> si prévu dans les accords mis en place à l'investissement. A défaut le vote <b>POUR</b> ou <b>CONTRE</b> devra être justifié par l'équipe de gestion.</p>
<p><b>"Golden parachutes"</b></p>	<p><b>Vote CONTRE</b> de toutes les propositions de ratifier ou d'annuler les "golden parachutes", sauf situation particulière justifiée par le Président/le Gérant.</p>

<p><b>Rémunération des administrateurs</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> les propositions visant à approuver la rémunération des administrateurs sauf si (i) la rémunération proposée est excessive par rapport aux autres sociétés existant dans le même pays et la même activité ou (ii) la rémunération est estimée abusive ou (iii) ne correspond pas à toute règle légale, réglementaire ou déontologique.</p>
--	--

**VIII. RESOLUTIONS SUR LES FUSIONS ET LES OPERATIONS DE RESTRUCTURATION**

<p><b>Règles de vote</b></p>	
<p><b>Fusions et acquisitions</b></p>	<p><b>Vote CONTRE</b> si :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) la structure de la société suite à la fusion ou à l'acquisition ne reflètera pas une bonne gouvernance d'entreprise,</li> <li>(ii) l'impact sur une catégorie d'actionnaires est disproportionné par rapport à l'impact sur le groupe constitué,</li> <li>(iii) les informations disponibles sont insuffisantes afin que les actionnaires votent en étant parfaitement informés.</li> </ul> <p>A défaut vote <b>POUR</b>, sauf justification particulière de l'équipe de gestion.</p>
<p><b>Opérations de restructuration</b></p>	<p><b>Vote POUR</b> des propositions de restructuration : (i) opérations de sortie des actionnaires minoritaires, (ii) LBO, (iii) scissions, (iv) liquidations et (v) ventes d'actif, sauf justification particulière de l'équipe de gestion</p>

**IX. RESOLUTIONS SUR LES OPERATIONS EXCEPTIONNELLES**

	Règles de vote
Changement de dénomination sociale	Vote <b>POUR</b> , sauf situation particulière justifiée par l'équipe de gestion.
Transfert de siège social	Vote <b>CONTRE</b> , sauf situation particulière justifiée par l'équipe de gestion

**X. RESOLUTIONS RELATIVES AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX**

	<b>Règles de vote</b>
Résolutions à caractère social	<b>Vote POUR</b> les résolutions tendant à plus de diversité et de transparence au sein des Conseils d'Administration (ou autres organes de gouvernance), plus d'informations relatives aux mesures prises en faveur de l'égalité des chances et appuyer l'interdiction de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou sur l'identité sexuelle
Résolutions à caractère environnemental	<b>Vote POUR</b> les résolutions visant à (i) la demande d'une stratégie climat claire et portée au vote des actionnaires, (ii) la divulgation de plus d'informations sur les pratiques écologiques de la société et/ou ses responsabilités et risques en matière d'environnement, (iii) la divulgation d'informations sur les responsabilités en matière de changement climatique ou la publication d'un rapport spécifique sur ce sujet, (ix) l'exigence de réductions d'émissions de gaz à effet de serre, (x) la demande d'informations spécifiques sur le recours aux énergies renouvelables, (xi) et les résolutions qui seraient similaires.